

Après des années de suspension, Israël relance un projet de colonisation qui divisera la Cisjordanie en deux.

Description

Par Majd Jawad, le 19 Août 2025

Israël relance un projet de colonisation qui annexerait une zone stratégique à l'est de Jérusalem et diviserait de fait la Cisjordanie en deux, écartant la possibilité d'un futur État palestinien sur ce territoire



Israël relance un projet de colonisation qui annexerait une zone stratégique à l'est de Jérusalem et y construirait 3 400 nouveaux logements. Connu sous le nom de projet de colonie E1, ce plan diviserait de fait la Cisjordanie en deux et « enterrerait » toute perspective d'un État palestinien, selon une déclaration la semaine dernière du ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, figure de l'extrême droite.

« C'est le sionisme dans ce qu'il a de meilleur, bâtir, installer et renforcer notre souveraineté sur la Terre d'Israël », a déclaré Smotrich.

Le projet de colonisation, qui remonte aux années 1990, vise à relier Jérusalem à la colonie israélienne illégale existante de Maal Adoumim, située à l'est de la ville. Les plus de 3 400 nouveaux logements prévus doivent être construits sur une superficie de plus de 12 kilomètres carrés, désignée sur les cartes israéliennes sous le nom de E-1, pour « East-1 ».

L'annonce de Smotrich a été largement saluée par la communauté des colons israéliens. Le président du Conseil de Yesha, organisation représentative des colons, Israel Gantz, a qualifié ce plan de « nouvelle réalisation majeure et historique pour la colonisation à la veille de l'application de la souveraineté ». Le maire de Maal Adoumim, Guy Yifrach, a affirmé que le projet permettrait de contrecarrer l'objectif palestinien de poursuivre ce qu'il a décrit comme une « construction illégale » dans la zone E1.

La zone E1 recouvre une bande de terre stratégique à l'est de Jérusalem qui sépare le nord de la Cisjordanie de sa partie sud. Le projet de colonisation E1 bloquerait toute continuité territoriale entre ces deux parties et diviserait de fait le territoire en deux. Les déplacements palestiniens entre le nord et le sud seraient déviés vers un réseau de tunnels prévu pour passer sous E1, interdisant ainsi toute présence palestinienne en surface dans cette zone.

Tentatives gelées de mise en œuvre du plan E1

Le projet de colonisation E1 figure à l'agenda israélien depuis plus de 20 ans, oscillant entre périodes de gel et tentatives renouvelées de mise en œuvre.

Les premières tentatives ont eu lieu au début des années 1990 sous le Premier ministre Yitzhak Shamir et le ministre de la Défense de l'époque, Moshe Arens. Le gouvernement Shamir a signé un document transférant une partie de la zone au conseil local de Maal Adoumim.

Quelques années plus tard, en 1994, la sous-commission des colonies du Conseil suprême de planification en Cisjordanie occupée a publié un nouveau plan élargissant la portée du « plan directeur » précédent.

Le Premier ministre de l'époque, Yitzhak Rabin, a chargé le ministre du Logement, Benjamin Ben-Eliezer, de commencer à planifier un quartier situé dans E1, déclaré comme terre réservée devant être annexée à Maal Adoumim. Mais la mise en œuvre de cet ordre a été reportée en raison d'une forte opposition internationale et palestinienne.

Au début des années 2000, la sous-commission des colonies de l'Administration civile israélienne a approuvé deux plans visant à établir des quartiers résidentiels qui relieraient Jérusalem à Maal Adoumim. Tous prévoyaient la construction de 3 500 unités de logement au-delà de la Ligne verte. Mais face à de vives critiques américaines et européennes, le projet a de nouveau été mis en attente.

Selon un rapport de la Commission de Résistance au mur et à la colonisation, en 2012, le gouvernement d'occupation israélien a approuvé le plan colonial E1, qui comprend la saisie de 1 350 dunams (135 hectares) de terres palestiniennes pour établir une zone industrielle au nord-ouest de la zone E1 ; 180 dunams (18 hectares) pour un siège de la police ; et 500 dunams (50 hectares) provenant des terres des villes palestiniennes d'Anata et de Shu'fat pour en faire une décharge destinée à être transformée ultérieurement en parc public.

Le plan prévoyait également trois projets de construction ainsi que le projet dit « Tissu de Vie », dont certaines parties ont été construites à proximité du mur de séparation entre les villes palestiniennes d'Anata et de al-Za'ayem. Mais, sous la pression des États-Unis et de l'Union européenne, Israël a gelé le projet.

Malgré les tentatives précédentes, aucun progrès concret n'a été réalisé dans l'adoption des plans résidentiels approuvés par l'Administration civile. Israël est plutôt concentré sur la mise en œuvre de projets d'infrastructure, comme la construction de routes de contournement pour relier les colonies à Jérusalem et Tel-Aviv. Mais la situation a commencé à évoluer plus tôt cette année avec l'approbation du projet « Tissu de Vie ». Ce projet fait partie du vaste réseau de tunnels souterrains prévu, dont le coût est estimé à 90 millions de dollars, détournés des fonds de compensation douanière destinés à l'Autorité palestinienne et collectés par Israël en vertu des accords d'Oslo.

La dernière annonce de Smotrich, qui doit être examinée par le Conseil suprême de planification la semaine prochaine, pourrait désormais ouvrir la voie à la mise en œuvre complète du plan E1.

Feu vert des États-Unis

Historiquement, les administrations américaines se sont opposées au plan E1, le qualifiant de « ligne rouge » qui détruirait le cadre de la « solution à deux États ». Mais la relance du plan par Smotrich intervient dans un contexte d'alignement sans précédent entre Washington et Tel-Aviv.

Lors d'une conférence de presse, Smotrich a salué le président américain Donald Trump et l'ambassadeur Mike Huckabee, les qualifiant de « hommes de valeur ». Toutefois, la réponse du département d'État américain à ce sujet est restée vague. Interrogé sur sa position concernant le plan, il s'est contenté de déclarer : « Une Cisjordanie stable garantit la sécurité d'Israël et correspond à l'objectif de l'administration Trump de parvenir à la paix dans la région. »

« Nous avons une administration américaine totalement alignée sur l'occupation », a déclaré à *Mondoweiss* Ameer Dawoud, représentant de la Commission de résistance au mur et à la colonisation. Commentant la déclaration évasive des États-Unis, Dawoud a affirmé que ceux-ci protègent Israël et « lui offrent une couverture politique pour atteindre des objectifs qu'il n'a pas réalisés depuis des décennies ».

Des dirigeants régionaux et internationaux ont averti que le plan E1 marquerait la fin définitive de la soi-disant « solution à deux États ». Les ministres des Affaires étrangères de 31 pays arabes et islamiques ont conjointement publié une déclaration condamnant les propos de Netanyahu sur un « Grand Israël », les qualifiant de « violation flagrante et dangereuse du droit international ».

Une autre pierre angulaire du plan d'annexion

Pour les Palestiniens et une grande partie de la communauté internationale, le projet de colonisation E1 n'est pas simplement un projet de construction de plus ; il constitue la deuxième pierre angulaire, après le mur de séparation, de la stratégie plus large d'annexion d'Israël en Cisjordanie.

Jamal Jumaa, coordinateur de l'organisation **Stop The Wall**, a déclaré à *Mondoweiss* que cette annexion créerait « la coupure transversale la plus dangereuse au cœur de la Cisjordanie », séparant le nord de son centre et de son sud, tout en isolant Jérusalem de son environnement palestinien. Dans le même temps, elle élargirait les limites de Jérusalem-Est, renforçant le « lien israélien » d'une « Jérusalem unifiée » sous souveraineté israélienne.

Jumaa a ajouté que la mise en œuvre du projet fermerait également deux routes clés d'une grande importance historique et géographique pour les Palestiniens. La première est la route Jérusalem-Jéricho, un corridor vital reliant le nord et le sud de la Cisjordanie en passant par Jérusalem. La seconde est ce qu'on appelle la route « Abu George », un axe profondément ancré dans l'histoire de Jérusalem et longtemps considéré comme un pont reliant la Palestine à l'Est.

Parallèlement aux plans d'annexion d'Israël, le conseil municipal de Maal Adoumim cherche à attirer colons et touristes dans la région grâce à la construction d'un parc national, hôtels et installations sportives. Le conseil développe également une zone industrielle destinée à attirer entreprises et entrepreneurs. Tous ces projets, bien entendu, resteraient inaccessibles aux Palestiniens.

E1 et l'expulsion des communautés bédouines palestiniennes

L'organisation israélienne de défense des droits humains **Bâtselem** estime que la zone E1 comprend des enclaves de terres privées palestiniennes totalisant environ 77,5 hectares. Pour mettre en œuvre le projet E1, les Palestiniens vivant autour de Maal Adoumim seraient de nouveau déplacés, après avoir été expulsés de leurs foyers d'origine à Tel Arad, dans le désert du Naqab.

Depuis des décennies, l'occupation israélienne cherche à déplacer quelque **46 communautés bédouines** des pentes orientales et des vallées dominant la vallée du Jourdain, dans le but d'effacer la présence palestinienne le long de la frontière orientale de la Palestine historique. Cette zone ciblée couvre environ **un million de dunams** (100 000 hectares), selon la Commission de Résistance au mur et à la colonisation.

Depuis octobre 2023, les forces israéliennes et les colons mènent une **escalade massive d'attaques** contre les Bédouins palestiniens dans cette vaste région, entraînant l'expulsion de dizaines de communautés de leurs terres de pâturage ancestrales et le déplacement d'environ **12 000 personnes**, après l'Organisation al-Baidar pour la défense des droits des Bédouins.

Les années précédentes, l'occupation israélienne a multiplié les efforts pour trouver des sites alternatifs afin de **transférer de force les communautés bédouines** et permettre l'expansion de la colonie de Maal Adoumim dans la périphérie de Jérusalem. Les autorités israéliennes ont tenté à plusieurs reprises de relocaliser ces communautés dans des zones telles que « al-Jabal », officiellement connue sous le nom de village de **Arab al Jahhalin** à al-Eizariya, ainsi que **al-Nuwaymah** et **al-Fasayil** dans la vallée du Jourdain.

Eid Khamis Jahaleen, chef de la communauté bédouine de **Khan al-Ahmar** et porte-parole de la Badia de Jérusalem-Est, a confié à *Mondoweiss* ses craintes :

« Toutes les zones palestiniennes sont devenues comme Khan al-Ahmar : des communautés isolées dont les habitants sont expulsés vers des zones voisines, vivant dans des prisons à ciel ouvert où ils n'ont pas le droit de se déplacer ni de subvenir à leurs besoins, tout en faisant face à des attaques permanentes de colons protégés par les forces israéliennes. »

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction : ST pout Agence Media Palestine

date crÃ©e
2025/08/20